



## Édito

Depuis plusieurs années déjà, les salaires des agents et agentes de la Fonction publique sont en berne. Ces 20 dernières années, il y a eu un décrochage de la valeur du point d'indice par rapport à l'inflation ce qui se traduit, dans les faits, et particulièrement lors d'une période inflationniste comme actuellement, par une baisse du pouvoir d'achat. Cette indexation a pourtant bien existé entre 1960 et 1984. La situation actuelle réside bien d'un choix politique qui ne fait que dégrader la situation financière de bon nombre d'agent et d'agentes de la Fonction publique.

Dans l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer s'était lancé dans un grand plan de communication sur les revalorisations des personnels. Force est de constater que ces revalorisations, d'abord insuffisantes et surtout basées sur de l'indemnitaire, ont laissé un goût amer.

L'actuel ministre Pap Ndiaye a assuré aux organisations syndicales que les revalorisations seraient, pour lui, un chantier prioritaire. Pourtant, lors de l'entretien avec la CGT Éduc'action, aucune précision n'a pu être donnée. Si les revalorisations se font sous forme indemnitaires, en échange de missions supplémentaires, pour la CGT Éduc'action, c'est inacceptable. Nous n'avons eu de cesse de dénoncer les effets délétères de l'indemnitaire en termes d'égalité Femmes/Hommes mais aussi sur la mise en concurrence entre les collègues.

Par ailleurs, rien n'a été précisé sur les catégories concernées. Pour rappel, les personnels AEd, par exemple, ont été les grands oubliés de ces revalorisations. Ces collègues ont toutes les raisons de se sentir méprisés par l'Institution : profonde dégradation de leurs conditions de travail, aucune revalorisation salariale, absence de primes REP et REP+. Pour finir, le décret portant sur une CDIsation pour les collègues justifiant de 6 années de service n'est toujours pas publié. Cette CDIsation serait, pourtant, une première étape qui permettrait aux collègues un minimum de stabilité. C'est le sens du soutien qu'a apporté la CGT Éduc'action à la journée de mobilisation des AEd le 16 juin 2022.

Augmenter les salaires de toutes et tous c'est aussi mieux prendre en compte les qualifications et redonner de l'attractivité à des personnels qui travaillent dans un service public essentiel. C'est un choix politique qui n'est plus seulement une nécessité mais tout simplement une urgence !